
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXXIX.

Du Mardi 19 Janvier 1790.

APRÈS la lecture du procès-verbal par M. Treilhard, M. l'abbé de Montesquiou a annoncé le résultat suivant des scrutins: sur 864 votans, M. Target a eu 498 voix, M. Cafalès 322, & il y a eu 48 voix perdues.

Les trois nouveaux secrétaires sont MM. l'abbé Espilli, le vicomte de Noailles & Laborde de Merville.

Ceux qui ont eu le plus de voix après eux, sont MM. de Marguerites, de Séze, & Mongin de Roquefort.

Après cette annonce, M. l'abbé du Montesquiou a abandonné le fauteuil à son successeur, en disant:

MESSIEURS,

« En m'ordonnant de monter à la place difficile d'où je vais descendre vous n'avez pu attendre de moi que l'hommage de mes foibles moyens. Cet hommage vous l'avez reçu tout entier; heureux s'il eut été plus digne de vous! mais qu'il me soit permis de vous le dire; c'est votre indulgence qui m'a appelé; c'est elle qui m'a soutenu, & & j'ai donc quelque droit à demander de n'être jugé que par elle. »

M. Target a répondu:

Tome VI.

H

MESSIEURS,

Beaucoup de zèle pour le succès de vos nobles travaux ; quelque assiduité aux fonctions dont vous m'avez chargé , le soin de recueillir les lumières de ceux que vous m'avez donné pour collègues , un vif amour de la liberté & du bonheur public , voilà jusqu'ici tous mes titres , à l'honneur que vous m'avez accordé. Je n'en aurois aucun si vous n'aviez pas daigné donner le prix des talens & des services au seul desir d'être utile ; j'ose vous demander , pendant que je remplirai cette place , les mêmes bontés qui vous ont inspiré le dessein de me la confier. Personne n'eut jamais plus de droit à votre indulgence ; car vous allez vous rappeler sans cesse , & comment pourriez-vous l'oublier , ce rare & aimable assemblage de fermeté , de douceur , de sagacité & de précision , qui caractérise le président auquel vous avez voulu que je succédasse , & qui ne me laisse que le désespoir de le remplacer.

Plusieurs membres ont demandé que l'on votât des remerciemens pour l'ancien président ; l'assemblée les a votés avec de nombreux applaudissemens.

M. de la Fayette étant venu prendre sa place dans l'assemblée au milieu des acclamations générales , M. Goupille de Préfeld a saisi ce moment pour dire : » Le décret que vous avez porté dans l'affaire de Toulon est digne sans doute de votre profonde sagesse ; je ne puis cependant vous dissimuler que l'envie , toujours occupée à déprimer le mérite , & sur-tout le plus transcendant , peut abuser de ce décret pour répandre quelques nuages sur la gloire que le comte d'Albert s'est acquise. Le monde entier fait avec quelle supériorité & quelle intelligence , & quelle valeur sagement intrépide , ce guerrier a soutenu l'honneur du pavillon français. L'histoire parlera de ses exploits ; ne permettez pas qu'elle ait à dire à nos neveux

que l'assemblée auguste qui relevoit si glorieusement l'en-
tique & majestueux édifice de la liberté française, con-
tristât sans le vouloir l'ame d'un des plus illustres défen-
seurs de l'empire.

Rien ne peut flétrir les lauriers du comte d'Albert ; ce-
pendant, quel sentiment peut produire dans une ame aussi
énergique que la sienne le plus léger soupçon ? L'ombre
seule d'une humiliation ? Nous sommes Français ; la gloire
fut toujours l'idole de nos ayeux ; elle ne cessera pas d'être
la nôtre. Nous transmettrons son noble enthousiasme à
nos enfans, ainsi que le devoir patriotique d'honorer
la valeur qui s'est rendue redoutable à nos ennemis &
respectable à l'univers.»

Après ce discours, M. de Préfeld a conclu à ce que
M. le président, en faisant connoître à M. d'Albert le
décret du 16 de ce mois, lui témoignât que l'assemblée
n'avoit jamais cessé d'avoir pour lui l'estime due à ses
glorieux services.

M. Ricard de Cealz a demandé que le même témoignage
d'estime fût commun aux autres officiers impliqués dans
l'affaire de Toulon.

« On vous a parlé beaucoup de M. d'Albert, a dit M.
Bouche, & on ne vous a rien dit du peuple de Toulon ;
c'est cependant lui qui, dans la guerre de la succession,
ne cessa de contribuer aux impôts pour le paiement des
matelots... » Ici, M. Bouche a rapporté plusieurs faits
historiques qui justifioient également la bravoure & la
générosité du peuple Toulonnais..... « C'est lui, a-t-il
dit en finissant, c'est lui qui avoit délibéré de veiller
en corps d'armée à votre conservation, lorsque de grands
périls menaçoient vos têtes..... Je demande le rejet de la
motion de M. Goupille, ou que l'on écrive aussi au
peuple de Toulon ou à la garde nationale.

M. Cottin soutenoit la même opinion. Il vouloit que les lettres du président contiussent les mêmes sentimens envers la municipalité, la garde nationale, & M. d'Albert.

« Ce n'est pas pour avoir été le témoin de la gloire de M. d'Albert, a dit M. de la Fayette ; ce n'est pas au nom d'une nation libre, la meilleure alliée de la France, c'est comme *soldat national* que j'appuie la motion de M. de Préfeld ; & j'ose dire d'avance qu'elle ne sera pas démentie par la garde nationale de Toulon.

On a désiré d'aller aux voix. La question préalable a été posée sur tous les amendemens ; ceux de M. Bonche & de M. Ricard ont été adoptés, & la motion principale, avec les deux amendemens, a été décrétée en ces termes :

« L'assemblée nationale a chargé son président de transmettre à M. d'Albert le décret du 16 de ce mois, & de lui témoigner, ainsi qu'à MM. de Bonneval, de Broves, de Castellet & de Saint-Julien, qu'elle n'a jamais cessé d'avoir pour eux l'estime due à des guerriers dont les services ont dignement soutenu la gloire de la nation.

» Charge de plus son président de témoigner la satisfaction de l'assemblée sur les sentimens patriotiques que les officiers municipaux & la garde nationale de Toulon n'ont cessé de témoigner dans toutes les circonstances.

M. de Boufflers a lu ensuite les adresses.

La ville de Luxeuil en Franche-Comté, annonce que les bénédictins de cette ville, à qui ils paient un juste tribut d'éloges, ont envoyé à la monnoie de la capitale l'argenterie la plus précieuse de leur église, du poids de 234 marcs. Cette ville demande, en cas que la suppression de cette célèbre abbaye devienne nécessaire, qu'elle soit remplacée par un établissement public, dans lequel ses religieux cessent de travailler à l'éducation publique & au soulagement des pauvres.

Les villes de Florac & du Barjols en Languedoc, ont fait un don patriotique de la contribution payée par les ci-devant privilégiés.

On a fait encore mention des adresses d'adhésion de Montlouis, Provins, Semur, Vallabregue, Barjols, Tarascon, Aiguemortes, Tarbes, Garnache, Esenai, Montagnac, & de plusieurs communautés de Poitou.

Un grand nombre de communautés du Bourbonnois demande la conservation du monastère de Septfonds, encore plus austère que celui de la Trappe.

Les religieux du convent de Pontoise & le chapitre de l'église royale & collégiale de Cusset, adhèrent aux décrets & notamment à ceux rendus sur les biens ecclésiastiques.

Plusieurs corporations d'artisans de la ville de Marseille, supplient l'assemblée d'ordonner la prompte exécution du décret, qui renvoie la procédure prévôtale dans la fêchchaussée de cette ville. Il est en effet étonnant qu'un décret aussi nécessaire ne soit pas exécuté.

Les marchands de cuirs & tanneurs de la ville d'Aix, offrent un don patriotique d'un contrat sur le roi, de 1750, ainsi que des arrérages.

La communauté de Silans en a fait un autre de 600 liv.

Les habitans de la ville de Marenne, après avoir annoncé que leurs déclarations pour la contribution patriotique, s'élève déjà à 48000 livres, somme bien supérieure à leurs moyens, supplient l'assemblée de regarder la suppression des colonies & du commerce maritime, comme des moyens inséparables de prospérité pour l'état, & de subsistance pour le tiers de ses habitans.

La défense de la nouvelle constitution française, a fait naître l'idée des confédérations entre les milices nationales des différens pays : on a vu il y a quelque

temps, se former celle des Cévennes. On se rappelle la confédération armée des Pyrénées, qui, dans une adresse de la ville de Mirepoix, disoit : » Ce peuple a cent mille bras à votre service pour la défense de la constitution, & nous sommes ce peuple. Ordonnez, parlez, faites un signe, & nous marchons ».

C'est dans le même esprit qu'a été faite une adresse du bataillon des chasseurs de Roussillon, en garnison à St. Esprit, & de six mille gardes nationales de différentes villes du Languedoc, de Provence & de Dauphiné, qui, autorisés par leurs municipalités, se sont réunis sous les murs du Saint-Esprit. Là, ces troupes citoyennes ont juré, avec la plus grande solennité & les armes à la main, d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi, & de sacrifier leurs biens & leurs vies pour la gloire du monarque & pour l'exécution des décrets de l'assemblée.

La communauté de la ville de Rennes vient d'arrêter le 14 de ce mois, de faire registrer du décret de l'assemblée nationale rendu le 11 de ce mois contre la chambre des vacations, & après avoir fait lecture des discours prononcés par M. le vicomte de Mirabeau & M. Chapellier, elle a délibéré d'enregistrer seulement celui de M. Chapellier, & de lui écrire, pour lui témoigner la gratitude particulière des habitans de Rennes sur l'exactitude & la dignité avec lesquelles il a exprimé leur adhésion à tous les décrets de l'assemblée nationale.

Les citoyens & gardes nationales du district des Petits-Pères, ont été admis à la barre pour faire un don patriotique; leur orateur a fait un discours fort énergique pour témoigner leur impatience bien naturelle de voir organiser la municipalité de Paris; l'assemblée a reçu leur offrande avec satisfaction, & leur a permis d'assister à la séance.

Nous renvoyons à demain une foule de dons patriotiques très-intéressans.

M. Nogaret a proposé d'exempter des droits de papier timbré & de la formalité du contrôle. Les actes & délibérations qui alloient être le résultat des nouvelles élections municipales & administratives.

L'ancien gouvernement en avoit donné l'exemple lors des élections qui ont précédé l'assemblée nationale. Comment les nouveaux législateurs n'auroient-ils pas été aussi sages & aussi économes ?

M. Populus a demandé que l'exemption proposée par M. Nogaret , fût étendue à toutes les délibérations des corps administratifs.

M. Malais vouloit conserver la formalité du contrôle , mais sans frais.

M. Freteau a cru qu'il valoit mieux statuer que ces actes & délibérations seroient faits doubles , & qu'il en seroit envoyé une expédition au district.

M. Mongin a développé quelques motifs pour appuyer cet amendement.

M. Grangier a observé que la motion de M. Nogaret ne pouvoit être relative qu'aux actes notariés , attendu que les réglemens actuels affranchissoient de ces formalités les actes des corps administratifs.

On a proposé tour-à-tour l'ajournement , le renvoi au comité des finances , ensuite au comité de constitution. Toutes ces demandes ont été rejetées , les amendemens de MM. Freteau & Populus ont été rejetés & le décret a été rendu en ces termes.

« L'assemblée nationale a décrété que tous les actes relatifs aux élections faites en exécution de ses décrets , & les délibérations qui seront prises pour la constitution des municipalités & autres corps administratifs , & pour toutes les opérations administratives , seront exempts de la formalité

du contrôle & des droits de papier timbré, par quelques personnes que lesdits actes ou délibérations soient reçues :

« Qu'ils seront transcrits de suite & sans intervalle, sur le registre à ce destiné, coté par pages, & paraphé par première & dernière feuille par le président de l'assemblée; que lesdits actes & délibérations seront faits doubles, & qu'une expédition en sera envoyée au district, pour y être transcrite. »

M. de l'Encosme a pris ensuite la parole, & a dit : « Nous ne pouvons nous dissimuler que les difficultés sans nombre que le trésor public éprouve dans la recette de diverses impositions n'en soient les principales causes. Plusieurs de ces impositions ayant été anéanties par le fait, & devant l'être réellement, le vœu général avoit été depuis long-temps, à leur égard, fortement exprimé; les autres éprouvent une perception lente & difficile, par la misère qui accable le peuple. Cependant l'état a des dettes que nous regardons comme sacrées; l'état a des charges non moins indispensables. Nous devons nous presser d'adopter des moyens pour subvenir à toutes ces dépenses. Prenons nos mesures pour fixer nos idées sur un nouveau système de finance & sur un nouveau plan d'imposition, qui, en brisant les anciennes formes multipliées jusqu'à l'infini, fasse disparaître cette foule onéreuse d'impôts de toute espèce & la voracité de l'oppression du fisc sous laquelle nous gémissons depuis si long-temps: adoptons enfin un mode d'impôt simple, facile à répartir, dont la perception douce-économique, & point oppressive, en fasse supporter le poids sans murmure. »

C'est d'après les mêmes considérations que MM. de la Rochefoucault & Fermond avoient proposé, il y a quelques jours, d'établir un comité d'imposition qui seroit chargé d'exa-

miner tous les plans-proposés, & de présenter un système d'imposition analogue aux nouveaux principes.

M. de Lancosme a proposé de décréter qu'il seroit nommé un comité de onze personnes, pour examiner le plan des finances, relatif aux impositions à réformer & à recréer, & relatif à un nouveau régime.

Il proposoit encore qu'il fût nommé un membre de chaque généralité pour correspondre avec le comité, l'éclairer sur les différentes localités des provinces, assurer la marche du comité sur la manière de vaincre les obstacles qui pourroient exister, lequel comité pourra même appeler les personnes du dehors qu'il croira utiles; qu'il pourra aussi demander au ministre des finances toutes les instructions & renseignemens nécessaires pour ses opérations, & se concerter avec lui sur les moyens d'en assurer le succès.

M. L'abbé Mauri a pris le premier la parole sur cette motion :

« Il y a long-temps, a-t-il dit, qu'on prononce dans cette tribune le nom du peuple; il est temps qu'il soit placé dans vos décrets; je propose d'abolir les droits sur les consommations ».

Le président a rappelé l'opinant à la motion proposée, & qui tendoit seulement à l'établissement d'un comité d'imposition.

« Je ne veux pas détruire sans rétablir, a repris M. l'abbé Mauri; on peut imposer le luxe, & personne sans doute ne prendra sa défense, parce qu'il est la source de la corruption des mœurs. Je demande que le comité des impositions prenne en considération celles qui pèsent sur le peuple; qu'il prononce la suppression des aides, impôt désastreux qui arme les citoyens contre les citoyens; il faut enfin soulager les campagnes; je demande encore un comité chargé de constater la dette publique ».

Le grand amour de M. l'abbé pour le peuple a été bientôt mis à l'épreuve.

« Les ecclésiastiques doivent donner l'exemple, a dit M. l'abbé de la Sallette, quand il s'agit de soulager le peuple. Personne ne contestera qu'un revenu de mille écus ne fût à un ecclésiastique ; il faut donc, dans les circonstances urgentes, qu'il abandonne l'excédent. Je propose de décréter que, provisoirement, & jusqu'à ce que l'Assemblée ait définitivement statué sur la disposition des biens ecclésiastiques, les revenus de tous les bénéficiers, autres que les archevêques, évêques & curés, excédant la somme de 3000 livres de revenu net, seront versés dans les caisses de l'extraordinaire, pour suppléer au déficit que les circonstances ont occasionné dans les revenus publics ».

Une partie de l'Assemblée a beaucoup applaudi à cette motion.

M. Barnave & M. Robespierre l'ont appuyée, & l'ajournement a été prononcé.

M. Regnaud a proposé un autre amendement relatif à l'impôt des aides & des traités dont son pays se trouve écarté. Sa motion a de même été ajournée.

M. l'abbé Mauri a retiré la sienne.

M. Catalès a proposé, 1°. que l'Assemblée ne s'occupât d'aucune question relative à l'impôt, avant que toutes les dépenses du gouvernement ne soient fixées ; 2°. qu'elle consacrerait aux finances les mardi, jeudi & samedi, & que dans les autres jours, à deux heures, le comité des finances y fera un rapport relatif à la question qui devra être traitée le lendemain ; 3°. qu'il sera nommé un comité de douze personnes, chargé de vérifier & de constater la dette publique, son origine & ses progrès ; 4°. qu'il sera nommé un comité destiné à discuter les principes qui

doivent diriger le système de l'impôt ; cette motion a été ajournée.

M. Cortin a réfuté le système prétendu populaire de M. l'abbé Mauri ; il a dit qu'en imposant le luxe , on anéantissoit l'industrie qui faisoit vivre une foule immense d'ouvriers dans Paris.

M. le vicomte de Noailles a fait sentir encore , avec plus de force , les dangers d'imposer le luxe dans la circonstance présente. Il a parlé avec autant de sagesse que de politique sur cette grande question , s'il est utile ou dangereux de maintenir le luxe dans un grand état.

M. du Quesnoi a soutenu la même opinion , & il s'est attaché à relever ce nom de peuple , qui ne devoit plus être employé qu'à désigner la nation.

MM. Charles de Lameth , Barnave , d'Harembure , de la Rochefoucault , Robespierre , Chapelier & l'évêque d'Oleron , ont discuté tour-à-tour la motion de M. de Lancoisme. M. Chapelier a proposé un amendement , tendant à ce que le comité des finances remit au nouveau comité d'imposition les instructions & les matériaux qu'il a rassemblés sur les impositions actuelles.

L'amendement de M. Chapelier a été adopté , ainsi que la motion principale. Il va donc être établi un comité d'imposition , un comité chargé d'accorder le système de l'impôt avec une constitution libre. C'est un grand ouvrage qui exigeroit les méditations profondes d'un philosophe , d'un politique & d'un législateur , qui eussent vu de près l'arbitraire du fisc , les vexations de l'impôt , les besoins du peuple & la protection que réclame l'agriculture.

M. le vicomte de Noailles a annoncé que le comité ministériel feroit un rapport dans la séance de ce jour.

On souscrit , à Paris , chez CUSSAC , Libraire , au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.